

Marine dénonce la politique anti-sociale de Macron

écrit par Marcher sur des oeufs | 13 septembre 2018

Et ils n'ont pas honte ! Et ils nous insultent nous les lépreux, les sans-dent !

Ils nous taxent de plus en plus, nous rognent les prestations et les droits de plus en plus et voilà pouratant le résultats : « Un Français sur cinq en situation de précarité alimentaire »

Par contre toujours un sacré poignon, pour l'UE, l'immigration, l'intégration des immigrés, les mosquées, les assos, les manifestations diverses et variées pour promouvoir « l'art et la culture » ; organiser des réceptions à l'Elysée qui nous couvrent de honte devant le monde entier ; faire la guerre un peu partout.

Communiqué de presse de Marine Le Pen

Le contraste est saisissant, mais révélateur des fractures françaises : alors que ce sont les classes les plus aisées qui sont les premières bénéficiaires des politiques fiscales menées depuis plus d'un an par Emmanuel Macron (selon un rapport de l'Observatoire français des conjonctures économiques), 21% des Français déclarent ne pas être en mesure de faire trois repas par jour.

La situation est encore plus dramatique parmi les foyers les plus modestes (dont les revenus mensuels sont inférieurs à 1200 euros) confrontés à des difficultés croissantes à faire face aux frais alimentaires et médicaux.

Les pouvoirs se succèdent dans une indifférence totale à ces

situations de dénuement extrême, sourds à la détresse de ces millions d'oubliés et victimes de l'ultralibéralisme.

Le déclassement des classes moyennes longtemps tu, ignoré et caché, est une réalité qui perdure et que j'avais dénoncée dans une conférence de presse sur le pouvoir d'achat en 2011.

La précarité alimentaire est un des signaux alarmants de la progression de la pauvreté qui touche de plus en plus de Français, étranglés par des politiques économiques incohérentes et une austérité qui fragilisent en premier lieu les plus défavorisés.

Les plans de lutte contre la pauvreté qui se sont succédé n'ont évidemment pas permis d'inverser cette effrayante tendance.

La France compte aujourd'hui près de 9 millions de personnes pauvres dont une partie a déjà basculé dans une situation d'extrême pauvreté.

Rien n'est fait, rien n'a été fait et rien ne sera fait pour réduire au maximum les situations de pauvreté, pour venir en aide aux plus démunis, pour prévenir le basculement dans les situations de détresse et pour soutenir les travailleurs pauvres.

Faire reculer durablement la pauvreté impose de rompre avec le modèle économique ultralibéral et la soumission aux dogmes austéritaires de l'Union européenne qui accentuent le fossé des inégalités entre les plus pauvres toujours plus pauvres et les riches qui sont les seuls à bénéficier d'un système économique inique.

Faire reculer durablement la pauvreté impose également de redonner à un Etat protecteur les capacités d'agir immédiatement en faveur des foyers modestes, par une baisse de la fiscalité pesant sur les charges fixes (gaz, électricité, essence...), l'augmentation de 200 euros nets des salaires

inférieurs à 1500 euros (financée par l'instauration d'une contribution sociale aux importations) et la fin de la situation quasi monopolistique des centrales d'achat de la grande distribution sur le marché des produits alimentaires qui se soucie plus de ses marges et dividendes que du pouvoir d'achat des Français.

<https://www.rassemblementnational.fr/communiqués/un-français-sur-cinq-en-situation-de-precarité-alimentaire-un-scandale-qui-ne-peut-plus-êtré-ignoré/>